

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 19 - 22 octobre 1998

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/98/9-F/1
3 septembre 1998
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE DÉVELOPPEMENT RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 5276.00

Alimentation scolaire dans les zones pauvres et économiquement défavorisées

Coût total des produits alimentaires	3 513 989 dollars
Coût total pour le PAM	3 957 402 dollars
Nombre de bénéficiaires	100 000 élèves
Date de l'approbation	17 mai 1994
Date de la signature du plan d'opérations	2 mars 1995
Date de la notification de l'acceptation	6 mars 1995
Date de la première distribution	1er avril 1995
Durée de l'aide du PAM	Trois ans
Durée du projet au 31 décembre 1997	Deux ans et neuf mois

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis. En décembre 1997, un dollar des Etats-Unis équivalait à 14 pesos.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur du Bureau régional: F. Roque Castro tel.: 00505-2666832/2668044
Managua
Nicaragua

Coordonnateur de programmes: Mme R.I. Antolín tel.: 066513-2368

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 066513-2641).



BUT DU PROJET ET DE L'AIDE DU PAM

1. A long terme, le projet contribuera à la réalisation des objectifs du gouvernement dans le secteur de l'éducation, tels qu'énoncés dans le Plan décennal pour l'éducation.
2. Les objectifs immédiats sont les suivants:
 - a) améliorer la capacité de concentration et d'apprentissage des élèves dans les écoles concernées, en soulageant le stress alimentaire; et
 - b) stabiliser les taux de fréquentation dans les écoles primaires concernées par le projet.

MISE EN OEUVRE

Organisation

3. L'Unité d'exécution du projet est supervisée par le Département de l'aide sociale scolaire du Ministère de l'éducation. Le personnel comprend: un directeur, six techniciens et deux agents administratifs chargés de la planification, de la gestion, de la coordination, du suivi et de la supervision de toutes les activités menées dans le pays.
4. Dans les trois zones du projet, chaque bureau de région du Ministère de l'éducation a un local/magasin pour l'entreposage des produits alimentaires. Chaque bureau est doté du personnel suivant: des techniciens chargés des activités de distribution et de suivi, trois coordonnateurs, 26 contrôleurs, trois magasiniers, un secrétaire, trois manutentionnaires, trois chauffeurs, trois assistants pour charger et décharger les camions et six gardiens. Les coordonnateurs régionaux sont responsables de la gestion, de la coordination et du suivi des activités du projet, ainsi que de l'application des mesures consécutives au suivi. Ils forment les contrôleurs du projet aux procédures de préparation des rapports. Les coordonnateurs assurent le suivi des distributions alimentaires et donnent des conseils pour tout ce qui concerne les procédures et règlements du projet. Ils assurent la formation des membres des associations scolaires ainsi que des chefs des communautés dans des domaines ayant trait à l'exécution effective du projet. Tout le travail de la communauté est effectué en coordination avec le Département de la participation communautaire.

Logistique

5. Les produits alimentaires sont expédiés au port de Saint Domingue, entreposés dans le magasin central et transportés par camion jusqu'aux trois magasins régionaux, puis jusqu'aux entrepôts des écoles. Le personnel employé à plein temps s'occupe des distributions et du processus d'établissement des rapports. Des systèmes électroniques de distribution, de facturation et de comptabilisation sont en place.



Zones et bénéficiaires couverts par le projet

6. Les zones et les bénéficiaires du projet sont les suivants:

Bureau de région	BÉNÉFICIAIRES				Total	Nombre d'écoles couvertes par le programme (points de distribution)
	Femmes		Hommes			
	%	Total	%	Total		
01 - Barahona	48	18 68	52	20 2	38 93	186
02 - San Juan de la Maguana	45	18 69	55	22 8	41 54	262
03 - Mao	47	6 76	53	7 6	14 39	128
04 - Montecristi	47	10 30	53	11 6	21 92	159
Total	47	54 44	53	62 3	116 79	735

GESTION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

7. L'engagement du PAM se monte à 4 778 tonnes de produits alimentaires (blé, lait écrémé en poudre, huile végétale, viande/poisson en boîte et sucre). Au 31 décembre 1997, 3 898 tonnes au total avaient été livrées au projet. Un total de 446 tonnes d'huile végétale et de 1 135 tonnes de sucre ont été échangées ou monétisées et ont permis d'obtenir 1 062 tonnes de riz et 141 tonnes de farine de maïs enrichie, parce que ces produits étaient disponibles sur place et pour tenir compte de l'engagement des pouvoirs publics à prendre la relève du projet. A la place du riz local qui coûtait trop cher, on a acheté de la farine de maïs enrichie. Le gouvernement a accepté de subventionner l'échange de sucre contre du riz en fournissant une quantité de riz (plafonnée à 1 062 tonnes) à des prix plus proches des cours internationaux que nationaux. Le solde de l'échange a été complété par 141 tonnes de farine de maïs fortifiée, un produit au prix raisonnable conforme aux normes internationales, et bien accepté par les élèves.
8. Le projet a démarré en milieu d'année scolaire à un rythme lent, avec des produits empruntés à d'autres projets en cours du PAM. Pendant les deux premières années, 85 pour cent seulement de l'objectif de bénéficiaires a été atteint.
9. Un Comité spécial d'achat et de vente, constitué par des représentants du gouvernement et du PAM, est chargé de la monétisation et de l'achat de denrées produites localement. Le comité est également responsable du contrôle des procédures et normes pour l'utilisation des fonds dégagés sur place. Les comptes du fonds de monétisation ont été vérifiés en 1996; il a été conclu que celui-ci était bien géré et rentable.
10. L'Unité d'exécution du projet est responsable des fonctions suivantes:
 - a) administration des magasins centraux et régionaux (entretien, salaires du personnel administratif, fumigations et autres traitements préventifs, nettoyage, etc.);
 - b) planification, coordination, gestion et établissement de rapports sur l'expédition des denrées aux magasins et aux écoles;



- c) conception, établissement et application des procédures de contrôle interne en vue de garantir la bonne gestion des produits alimentaires et des autres ressources fournies par le PAM et par d'autres organisations; et
- d) supervision des écoles, en collaboration avec les directeurs des écoles et les membres des associations scolaires qui sont chargés de la réception, de la gestion et du contrôle des produits alimentaires. Les aliments sont cuits et distribués par des équipes de parents, qui s'alternent fréquemment.

CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT

11. La contrepartie (Ministère de l'éducation) est chargée des formalités de dédouanement et couvre les frais de livraison des produits jusqu'à leur destination finale. Elle distribue aussi les denrées aux bénéficiaires et contrôle les distributions dans les écoles, par l'intermédiaire de l'Unité d'exécution du projet.

	Nombre de personnes	Montant (dollars)	Pourcentage de l'engagement
Unité d'exécution du projet, contrôleurs et soutien logistique	55	920 500	71
Activités complémentaires, suivi et évaluation	0	150 000	70
Coûts opérationnels: dédouanement, transports locaux, installations d'entrepôt	0	257 000	59
Location et entretien des entrepôts	0	259 000	
Programme anti-parasitaire	1	10 300	172
Total		1 596 800	

AIDE EXTERIEURE

12. Par l'entremise du Programme sanitaire intégré (PRISA) du Ministère de la santé, l'Union européenne a donné aux écoles de la région de Barahona 1 500 filtres pour l'eau potable, évalués à 8 220 dollars. Des ateliers ont été organisés par le Programme d'alimentation scolaire (PAE Fronterizo), avec un appui financier de la Banque mondiale. En outre, 21 cyclomoteurs, trois gros et trois petits camions, valant au total 170 000 dollars, ont été achetés par l'intermédiaire du Projet "Amélioration de l'éducation de base" de la Banque mondiale. Une assistance technique a également été apportée par le biais de programmes de formation. Le PAM a fourni des ustensiles de cuisine, des fourneaux à gaz et du matériel sanitaire, grâce à un financement de l'Italie et la Norvège.



EVALUATION

COMPARAISON ENTRE LES OBJECTIFS ET LES RÉALISATIONS (au 31 décembre 1997)

Composante	Suivant le plan d'opérations	Suivant le plan d'opérations amendé le 3.12.97	Réalisations au 31.12.97	% de l'objectif proportionnel
No de garçons bénéficiaires	100 000	100 000	61 894	
No de filles bénéficiaires			54 898	
Nombre total d'élèves bénéficiaires			116 792	117
No de membres des associations scolaires	600	600	735	123
No de sessions de formation	189	189	298	158
No de participants aux sessions de formation	3 600	3 600	3 538	98
No de rations distribuées ¹	51 300	51 300 000	29 856	58

¹ Le nombre de rations est calculé sur la base du nombre total d'élèves consommant une ration journalière pendant une période de 20 jours par mois.

13. Le projet a démarré en avril 1995 dans 555 écoles (soit 59 pour cent de l'objectif de 930 écoles), et a bénéficié à 86 088 (34 pour cent de 201 366) élèves d'écoles maternelles et primaires. Entre octobre et décembre 1997, sur les 996 écoles et les 224 472 élèves de la zone de la frontière haïtienne, 735 écoles (73 pour cent) et 116 792 élèves (52 pour cent) ont bénéficié du projet.
14. Des activités de suivi (10 985 visites), des évaluations annuelles (trois ateliers) et des activités de formation ont eu lieu. Des techniciens, des enseignants et des membres des communautés ont reçu une formation dans le cadre de diverses activités:

Nombre d'activités	Type d'activité	Sujets traités	Nombre de stagiaires	
			Femmes	Hommes
298	Stages	Nutrition de base, hygiène, manutention et entreposage des produits alimentaires	1 932	1 600
441	Ateliers	Conservation de l'environnement; prévention des infections parasitaires; identification des problèmes des communautés et des solutions à apporter	7 930	5 200
428	Conférences éducatives	Installation, bonne utilisation et hygiène des latrines	12 340	11 200
470	Séminaires	Intégration communautaire; l'importance des jardins potagers	7 887	6 900
1	Atelier de formation	Camps de vacances éducatifs	25	18



15. L'aide alimentaire fournie sur une base régulière a: a) ramené le taux d'abandon scolaire de neuf à quatre pour cent (bureau de Barahona); b) porté le taux de passage à la classe supérieure de 76 à 90 pour cent (bureau de Barahona); c) réduit le taux d'échec scolaire de 15 à six pour cent (bureau de Barahona); et d) contribué à améliorer les revenus des familles et le bien-être des élèves.
16. Grâce au repas chaud fourni en début de journée, les élèves manifestent plus d'intérêt pour leur travail scolaire et leur concentration s'est accrue.
17. La mobilisation efficace des ressources par les contrôleurs et les coordonnateurs régionaux a permis d'obtenir l'appui d'ONG locales et internationales, d'organisations communautaires, d'organisations internationales et de sociétés privées.
18. Des associations scolaires ont été créées ou renforcées, ce qui a permis: a) aux membres des communautés de participer davantage et plus activement aux activités scolaires ainsi qu'aux stages et aux ateliers de formation (98 pour cent); b) de sensibiliser davantage les membres des communautés au rôle des écoles; c) d'accroître la confiance de la communauté dans le système éducatif; et d) de contrôler efficacement l'utilisation et les distributions d'aide alimentaire, avec la participation active de femmes.
19. Des stages de formation sur la protection de l'environnement et l'utilisation des fourneaux à gaz ont contribué à réduire le déboisement.
20. Grâce à leur participation aux stages de formation, les femmes ont joué un rôle actif dans l'administration de l'aide alimentaire. Près de 95 pour cent des membres des comités de nutrition sont des femmes.
21. Le projet a bénéficié d'un appui des projets No 2798.01 - "Mise en valeur des terres en altitude" et No 4549.00 - "Assistance aux activités d'assainissement des bidonvilles", pour la mise en place de camps de vacances éducatifs dans cinq écoles visant à: a) encourager et faciliter la conservation des ressources naturelles; et b) remettre en état les entrepôts, les cuisines et les latrines scolaires pour améliorer les conditions sanitaires de 143 écoles.

PROBLEMES RENCONTRES

22. Le projet a pâti, au départ, d'un manque de moyens de transport pour la distribution initiale, qui a retardé les livraisons de denrées. Pendant les 18 premiers mois, la contrepartie a fourni avec beaucoup de retard les fonds nécessaires pour les formalités de dédouanement, d'où des retards dans les distributions alimentaires et, partant, dans les activités du projet. Les techniciens affectés au projet n'ont pas été en mesure de travailler à plein temps pendant les deux premières années de l'exécution.

CONCLUSIONS

23. Plus de 90 pour cent de l'aide du PAM est concentrée dans les régions les plus pauvres et les plus défavorisées du pays.
24. La réception tardive des ressources et des denrées a limité les opérations du projet. Cependant, dès qu'elles ont été obtenues et distribuées, les activités se sont bien déroulées.
25. L'aide alimentaire favorise et renforce la participation des communautés. Le projet a incité les parents à envoyer régulièrement leurs enfants à l'école.



26. Du blé, de l'huile végétale, du lait et du poisson et de la viande en boîte ont été importés; d'autres denrées, comme du riz et de la farine de maïs enrichie, sont produits sur place et ont été achetés pour le projet. Ceci a stimulé l'économie locale.
27. L'appui fourni par d'autres organisations (par exemple, camions et cyclomoteurs) a renforcé l'efficacité du projet.
28. D'autres objectifs ont été atteints avec l'appui d'autres projets: le projet No 2798.01 a appuyé par une aide alimentaire l'établissement de jardins potagers scolaires dans les écoles, ainsi que la fourniture d'une assistance technique pour la création de camps de vacances éducatifs; le projet No 4549.00 a fourni des articles non alimentaires (cuvettes pour les toilettes et matériaux de construction pour la réfection des cuisines et des latrines scolaires).
29. Le nombre de femmes assistant aux sessions de formation a augmenté pour passer à 62 pour cent. Ceci a contribué à accroître leurs connaissances sur plusieurs sujets et à les rendre plus autonomes, ainsi qu'à renforcer leur pouvoir décisionnel.
30. La participation et l'appui du gouvernement au projet ont régulièrement augmenté depuis 1996. Ceci est un indicateur de son avancement et de sa durabilité, attesté par:
 - a) la mise à disposition en temps voulu des ressources nécessaires pour le dédouanement et l'amélioration du soutien administratif et de l'entretien des entrepôts.
 - b) Depuis septembre 1997, le programme de lutte contre la pauvreté urbaine en zone frontalière apporte un appui à 38 autres écoles dans la zone, dont bénéficient 26 937 élèves. Un accord a été signé par "Les femmes dans le développement" et CIDEAL (une ONG espagnole) pour la construction d'une boulangerie qui fournit 5 000 rations journalières au même nombre de bénéficiaires dans la région du Nord-Ouest.
 - c) En janvier 1997, un nouveau mécanisme appelé "Transfert de fonds" a été introduit dans le programme d'alimentation scolaire. Il a été mis en place à titre pilote dans une école. Ceci facilitera le transfert de fonds à un Comité exécutif de district, qui fournira ensuite aux écoles situées dans les zones rurales éloignées les ressources nécessaires pour acheter des vivres sur place. Des activités de formation, de suivi, d'administration, de contrôle et d'évaluation ont été menées à bien.
31. La participation communautaire a été le facteur clé de la bonne exécution du projet. Les membres des associations scolaires ont donné un exemple précieux et méritoire qui a été utile pour mobiliser l'appui d'autres membres des communautés ainsi que d'institutions publiques et privées.
32. Les initiatives et les expériences de la société civile, ainsi que le soutien des communautés aux activités du projet témoignent de sa durabilité.
33. Le gouvernement s'efforce de porter le nombre de bénéficiaires à un million d'élèves. A l'heure actuelle, l'effectif de bénéficiaires directs est de 500 000 élèves pour le Ministère de l'éducation et de 117 000 élèves pour le projet du PAM.



ANNEXE



GESTION ALIMENTAIRE (en tonnes)

Produit alimentaire	Engagement	Engagement révisé	Livré au 31/12/97	Monétisé/échangé	Distribué au 31/12/97	Pertes	Disponibilités dans le pays
Lait écrémé en poudre	1 026	647	172	-	172		
Blé	2 565	1 755	1 350	-	-	5,8 ¹	1 344 ²
Huile végétale	770	326	326	-	247	0,2 ³	79
Huile végétale à monétiser	801	446	446	280	-		166
Poisson en boîte	-	150	150	-	150		
Viande en boîte	-	319	319	-	132		187
Sucre	-	1 135	1 135	1 135	-	2,2 ⁴	
Riz	-	-	-	-	1 062 ⁵	26,6 ⁶	
Farine de maïs enrichie	-	-	-	-	141 ⁵		
Total	5 162	4 778	3 898	1 415	701	8	1 776
<i>Pourcentage</i>	<i>100</i>	<i>100</i>	<i>82</i>	<i>36⁷</i>	<i>18⁷</i>	<i>0⁷</i>	<i>40⁷</i>

¹ Pertes au déchargement, quantités impropres à la consommation humaine.

² Usiné avant la distribution aux écoles.

³ Boîtes abîmées durant le transport.

⁴ Abîmé par l'humidité.

⁵ Acheté localement.

⁶ Pertes dues à l'humidité.

⁷ Pourcentage du total livré.